

Manifeste des socialistes balkaniques

Christian Rakovsky ^[1]

[En juillet 1915, Christian Rakovsky organise à Bucarest la 2e conférence des partis socialistes des Balkans. La 1ere « conférence sociale-démocrate inter-balkanique » s'était réunie fin 1909 à Belgrade à l'invitation du parti social-démocrate de Serbie, en exécution d'une décision prise lors d'une réunion privée des délégués des partis sociaux-démocrates balkaniques au Congrès de l'Internationale socialiste tenu à Stuttgart en 1907. La 2e conférence inter-balkanique s'inscrit donc dans la continuité de la conférence de Belgrade mais se situe dans le contexte particulier de la guerre impérialiste déclenchée depuis un an. En opposition à cette guerre et afin de promouvoir comme solution la perspective d'une république fédérative des peuples des Balkans, la 2e conférence décide de fonder une « Fédération social-démocrate inter-balkanique » comprenant les partis roumain, bulgare, serbe et grec. Rakovsky est nommé secrétaire du Bureau de cette fédération, dont le siège est à Bucarest, et le Manifeste suivant, adressé au prolétariat et aux peuples balkaniques, fut adopté. Introduction et notes : MIA.]

Aux classes ouvrières et aux peuples des Balkans

La dernière démarche des grandes puissances a de nouveau montré les résultats funestes de la politique poursuivie par les gouvernements balkaniques. Par des menaces, les puissances de la Quadruple-Entente ^[2] cherchent à forcer la Grèce et la Serbie à céder des territoires à la Bulgarie qui, de son côté, comme récompense de ces acquisitions territoriales, doit être obligée par les mêmes grandes puissances d'entrer dans un nouveau bloc balkanique, en déclarant la guerre à la Turquie ^[3].

En même temps, une pression toujours plus forte fut exercée après les défaites des Russes par l'Autriche et l'Allemagne à Bucarest, pour pousser la Roumanie dans la guerre ou pour la forcer au moins à observer une neutralité favorable aux deux puissances centrales ^[4].

Le feu qui dévore la Serbie menace donc aussi les peuples balkaniques, restés neutres jusqu'ici.

En protestant, d'accord avec les partis socialistes de la Serbie et de la Grèce, contre les attaques

[1] Rakovsky, Christian (1873-1941), né Khristo Gheorghev Stantchev, révolutionnaire des Balkans et diplomate soviétique. Dirigeant du parti social-démocrate roumain avant la Première guerre mondiale, partisan de la Fédération Balkanique. Participe aux Conférences de Zimmerwald (1915) et Kienthal (1916) contre la guerre. Rejoint le Parti bolchevique en 1917 et est élu à son Comité central (1919-1925). Participe à la fondation de la IIIe Internationale (1919). Président du Conseil des Commissaires du Peuple et Commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Ukraine soviétique (1918-23). Pendant la guerre civile, également dirigeant de l'Administration politique de l'Armée rouge. Ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne (1923-1925) et en France (1925-1927). Proche de Trotsky, adhère à l'Opposition anti-stalinienne de gauche, puis Unifiée. Exclu du Parti et déporté à Astrakhan (1927) A capitulé en 1934, arrêté (1937) et condamné à la déportation (1938), il est exécuté peu après le début de l'invasion nazie.

[2] Bloc de puissances impérialistes (Angleterre, France et Russie) qui s'est définitivement formé en 1907 à la suite de « l'Entente cordiale » entre la France et l'Angleterre de 1904. Ce bloc s'était constitué en opposition aux puissances impérialistes de la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie). Pendant la Première guerre mondiale (1914-1918), l'Italie quitta la Triple Alliance pour se déclarer neutre d'abord, et pour rejoindre ensuite le camp de l'Entente, ainsi que le Japon et les Etats-Unis. L'Entente fut la principale instigatrice de l'intervention militaire contre la Révolution russe.

[3] Le 5 octobre 1915, la Bulgarie basculera finalement dans le camp de la « Triple Alliance » formée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman.

[4] La Roumanie rejoint le camp de l'Entente au mois d'août 1916.

dirigées contre l'autonomie des États et la souveraineté des peuples, nous protestons en même temps contre la politique criminelle des États balkaniques qui, par leur soif de conquête, par leur égoïsme cruel, par leur passé rempli de haine et de chauvinisme, ont non seulement facilité, mais provoqué l'intervention des grandes puissances dans les affaires des peuples balkaniques.

Depuis leur constitution en États autonomes, constitution qui elle-même était très souvent le résultat de combinaisons diplomatiques des puissances européennes, les peuples balkaniques n'ont pas pu se soustraire à la tutelle des grandes puissances. Si de temps en temps l'un de ces États a fait des efforts pour maintenir son indépendance, s'il relevait pour un peu de temps la tête, ce n'était que pour retomber après comme ivre et pour devenir l'instrument d'une autre grande puissance ou d'un groupement de puissances.

La spéculation des classes bourgeoises des Balkans, qui consistait à soutenir les plans des grandes puissances pour être récompensées par elles en recevant leur appui pour la réalisation de plans de conquêtes, cette spéculation a été révélée par le marchandage dont les peuples balkaniques restent toujours de nouveau les victimes et les dupes.

Les puissances de la Quadruple-Entente, en demandant à la Grèce et à la Serbie des cessions de territoires, veulent prouver que l'appui que ces États ont prêté pendant la première et la deuxième guerre balkanique ^[5] n'était pas gratuit. Pendant les dizaines d'années où les États balkaniques se combattaient pour se dépouiller réciproquement, ils se sont toujours appuyés sur l'un ou l'autre des groupements de puissances. Maintenant l'heure de la liquidation a sonné.

La Russie, la France, l'Angleterre demandent à leurs protégées, la Serbie et la Grèce, des cessions territoriales ; l'Allemagne et l'Autriche demandent à leur protégée la Bulgarie quelle repousse toute entente avec la Serbie et menacent leur alliée de 30 ans, la Roumanie, de persécutions à causes de sa sympathie pour la Russie.

La politique nationaliste et impérialiste des petits États balkaniques a pour résultat aussi funeste qu'inévitable de faire d'eux des instruments de la politique de l'impérialisme européen. Ils seront forcés ou d'attaquer la Turquie et de préparer ainsi l'entrée de la Russie à Constantinople, ce qui constituerait l'assujettissement de toute la presqu'île balkanique, et cela dans le plus bref délai, ou d'aider à la politique des puissances centrales à la victoire de l'impérialisme allemand et autrichien, par le maintien de leur neutralité, voire par les armes.

Sauvée par l'Allemagne la Turquie deviendrait une colonie avec tous les désavantages du despotisme asiatique, masqué d'un pseudo-parlementarisme avec tous les désavantages du militarisme féodal de l'Allemagne. Les États balkaniques sont contraints par le caractère de proie de leurs classes régnautes à détruire de leurs propres mains leur indépendance et leur avenir.

C'est pour ces raisons que nous, socialistes des Balkans, fidèles à notre passé socialiste et d'accord avec notre motion de Bucarest, nous qui aurions salué chaque pas menant vers une entente effective et qui aurions encouragé toutes les concessions pouvant servir à une réconciliation des États balkaniques dans l'intérêt de leur indépendance et de leur neutralité, nous flétrissons comme funestes pour le prolétariat et les peuples balkaniques « *toutes les ententes et coalitions qui sont destinées à des buts agressifs, à des conquêtes, à des plans dynastiques, et qui, loin d'amener la paix, l'entente effective, ne provoqueront que de nouvelles catastrophes* ».

La Fédération internationale des socialistes des Balkans fait sienne par son bureau la déclaration de la

[5] Guerres Balkaniques : La Première guerre des Balkans, qui débuta en octobre 1912, était une guerre de libération nationale menée par les nations balkaniques opprimées par l'empire turc. Les Turcs furent vaincus et, par le Traité de Londres du 30 mai 1913, ils durent renoncer à leurs anciennes possessions européennes, l'empire ottoman ne gardant plus sur le continent qu'un territoire réduit autour de Constantinople. La Seconde guerre balkanique débuta en juin 1913 et opposa la Bulgarie à la Serbie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie, elle s'acheva par le Traité de Bucarest du 30 juillet 1913.

fraction socialiste de la Skoupchtina serbe du 10-23 août 1915 :

« Le Parti socialiste désire de tout cœur une entente des peuples balkaniques ; il la demande énergiquement. Mais il rejette toute coalition artificielle, qui servirait à des effets passagers, à l'intérêt de l'un ou de l'autre groupement des puissances impérialistes. L'entente des peuples balkaniques amènerait et assurerait la paix alors qu'une coalition militaire, favorisée par les grandes puissances, renferme le danger de nouvelles guerres. L'entente éliminerait les possibilités de conflits entre les États balkaniques ; une alliance militaire, par contre, ne pourra que les augmenter. L'entente des peuples balkaniques garantirait leur existence, alors que l'alliance militaire, inspirée par les grandes puissances, rend leur existence douteuse. L'entente unirait les peuples balkaniques ; leur alliance, conclue dans l'intérêt des grandes puissances, les diviserait. »

En luttant pas à pas contre la politique impérialiste des grandes puissances et des gouvernements balkaniques, nous préparons le chemin à la victoire d'une république fédérative des pays balkaniques, la seule constitution qui soit conforme aux intérêts du prolétariat et des peuples balkaniques.

Vive la paix !

Vive la République fédérative des Balkans !

Vive le socialisme international !

Le Comité exécutif du Bureau socialiste inter-balkanique :

C. Rakovsky, D. Marinesco, D. Popp ^[6]

[6] Dimitrie Marinescu (1882-1916) était le Premier secrétaire du Parti social-démocrate roumain et D. Popp, le Secrétaire de la Commission générale des Syndicats roumains.